

MEDIAS ET LANGUES NATIONALES AU SENEGAL : LE LONG CHEMIN DE CROIX DE L'INFORMATION REGIONALE

Moustapha SAMB

Université Cheikh Anta DIOP (Sénégal)

Résumé :

Dans un contexte de parti unique et de radio d'Etat, l'information régionale est longtemps restée captive d'une logique de banalisation. Elle n'a pu jouer le rôle d'affirmation des spécificités culturelles locales, encore moins favoriser l'éveil de citoyens analphabètes, longtemps marginalisés par rapport aux affaires de la nation. D'une part, l'usage des langues nationales qui pouvait favoriser un tel fait était négligé dans les programmes, d'autre part, les émissions produites n'avaient presque pas d'ancrage local.

Mots clés : média, radio, langues nationales, journalistes, information, local, régional, commercial, privé, communautaire, Etat, parti unique, émission, programme, Français, Wolof.

Abstract :

In a single party and state radio, regional information has long remained captive in a logic of trivialization. It could not have played the role of Affirmation of local cultural specificities, much less promote awareness illiterate citizens, long marginalized in relation to the affairs of the nation. On the one hand, the use of national languages that could promote this fact was overlooked in programs, on the other hand, emission had almost no local roots.

Keys words : media, radio, national languages, journalist, regional information, local, regional, commercial, private, communal, State, Single party, emission, program, french, wolof.

I - INTRODUCTION

L'information régionale est longtemps restée captive d'une logique de banalisation. Elle n'a pu jouer le rôle d'affirmation des spécificités culturelles locales, encore moins favoriser l'éveil de citoyens analphabètes, longtemps marginalisés par rapport aux affaires de la nation. D'une part, l'usage des langues nationales qui pouvait favoriser un tel fait était négligé dans les programmes, d'autre part, les émissions produites n'avaient presque pas d'ancrage local. Les nouvelles tendances auxquelles on assiste, avec l'émergence des radios privées et des radios communautaires consacrent en fait la sortie d'un long tunnel d'obscurantisme pour des populations qui accèdent aujourd'hui à une information consistante et diversifiée. Nous allons voir, dans ce travail, le traitement réservé aux langues nationales au niveau de l'information régionale, les problèmes liés à l'écoute dans un contexte de diversité ethnique, linguistique et culturelle, et enfin, la situation de ces langues nationales face à la libéralisation du paysage médiatique.

II - PLACE DES LANGUES NATIONALES DANS LES EMISSIONS D'INFORMATION

Au Sénégal, les populations ont longtemps considéré que les émissions d'information en langues nationales étaient insuffisantes au plan quantitatif. C'est un constat de fait. En dehors des « Avis et communiqués » et de « Disso » (qui était la Radio Educative Rurale), la radio ne semblait exister que pour les besoins de l'administration. Le constat était absurde de constater la négligence observée quant à l'utilisation des langues nationales, alors qu'on s'adressait à une population presque totalement analphabète en français.¹ La pratique quotidienne laissait prévoir une domination écrasante des informations en langue officielle et un discrédit total des nouvelles en langues nationales. Pourtant le Sénégal comptait officiellement six langues nationales (wolof, sérère, pulaar, diola, manding et malinké). Cependant, même avec l'existence des stations régionales de radiodiffusion établies dans des régions où chacune de ces langues est une sphère de domination, ces dernières n'arrivaient pas à contribuer à l'atténuation de la suprématie du français dans le traitement des informations au niveau national.

Dans la capitale, Dakar, nul ne pouvait remettre en cause cette prépondérance du français qui était le seul moyen de communication du Sénégal envers l'étranger. De manière générale, l'exploitation des langues nationales a trouvé des réticences dans les milieux intellectuels et politiques de beaucoup de pays africains. Parmi les raisons invoquées, figurent l'incapacité supposée des langues nationales à être des véhicules de formation scientifique et technique d'une part, d'autre part, leur diversité et leur multiplicité considérées comme des facteurs de division nationale. Mais la réalité était autrement plus complexe. La raison fondamentale tenait à un phénomène d'acculturation liée à la colonisation, dont l'expression la plus douloureuse et la plus dramatique fut la négation des identités culturelles dont la langue était une des composantes fondamentales.

¹ Tudesq (André - jean), *La Radio en Afrique Noire*, éditions Pédone, Paris, 1983, 312 pages.

A Dakar, toutes les grandes éditions d'information étaient ainsi diffusées en français sur les deux chaînes synchronisées (Inter et Nationale) de la radio publique. Les stations régionales n'ont jamais pu atténuer cette suprématie et cela pouvait paraître contradictoire. En effet, c'est dans ces régions de l'intérieur que s'expriment le mieux les spécificités culturelles et les langues nationales ne pouvaient qu'être des vecteurs privilégiés de l'information régionale.. Les populations auxquelles les nouvelles étaient destinées sont plus réceptives quand on s'adresse à eux dans leurs propres langues. Ce qui était paradoxal, c'était la parfaite utilisation des langues nationales pour la diffusion des « avis et communiqués », contrairement aux magazines d'information destinés aux populations sur les événements régionaux, nationaux et étrangers. L'explication résidait dans les entrées financières qu'entraînaient les « avis et communiqués », contrairement aux magazines qui n'ont qu'une portée informative. Le déséquilibre entre les programmes et les informations sautait aux yeux quand on jetait un coup d'oeil sur la grille des programmes des stations régionales. En moyenne, une station régionale diffusait quarante cinq minutes d'informations, réparties entre le français et les six langues nationales indépendamment des synchronisations avec Dakar. Le temps moyen de diffusion d'une station régionale est de dix heures. Quant aux programmes, ils étaient composés d'émissions de variétés musicales, culturelles et éducatives, le tout sur une période de six heures par jour, non compris les relais avec Dakar.²

III - UNE IRREGULARITE CHRONIQUE DANS LA PROGRAMMATION

L'étude du contenu des informations locales avait révélé la part prépondérante qu'occupaient les activités des pouvoirs locaux, dans le traitement des nouvelles. Ce constat s'accroissait dans les informations en langues nationales. En fait, elles ressemblaient beaucoup plus à des programmes d'activités de l'élite locale. Certains documents qui agrémentaient parfois les informations en français comme les pages sportives, les reportages et les interviews y étaient absents. Les équipes de reportage ne se déplaçaient que pour les besoins des éditions d'information en français. On les retrouvait tous dans les rédactions des éditions françaises. Même ceux qui avaient fourbi leurs premières armes à travers des émissions de variétés musicales ou culturelles se désistaient une fois titularisés.³

En fin de compte, les informations en langues nationales sont abandonnées aux producteurs extérieurs. Ces derniers, sans expérience professionnelle, se débrouillent autant que faire se peut. Les conséquences de cet abandon, en dépit du préjudice causé à la valeur des informations, se traduisent par une publicité clandestine à laquelle se livrent les producteurs extérieurs pour arrondir leurs fins de mois. Toutes ces considérations attestent suffisamment que les informations en langues nationales sont les parents pauvres de l'information régionale. Elles sont considérées par la corporation des journalistes comme une école de formation pour producteurs extérieurs. Les nouvelles en langues nationales sont non seulement dépréciées, mais elles souffrent aussi d'une irrégularité chronique. Les populations ne reçoivent pas

² Samb, Moustapha (1995) *Etude de la Radio au Sénégal et des Nouvelles Stratégies des Stations Internationales* thèse de doctorat unique en Sciences de l'Information et de la Communication Bordeaux, p135.

³ Cissé, Badara (1990) *L'Information locale dans les médias au Sénégal*, thèse de doctorat nouveau régime, Bordeaux p 68.

toujours leurs magazines d'information, cela s'explique par le débordement fréquent des émissions qui bouleversent les horaires établis, ou que le producteur, le plus souvent sans cachet, se consacre tout simplement à d'autres occupations, à cela s'ajoutent les trop fréquentes pannes d'émetteurs.

La question qu'on ne peut pas éviter est celle de savoir comment les informations en langues nationales parviennent à fidéliser leur public.

Le fonctionnement de l'information régionale laisse percevoir une nette préférence accordée aux éditions françaises. Tandis que le traitement des nouvelles en langues nationales piétine, dans l'amateurisme, celles en langue française sont gérées par des professionnels qui apportent une diversité par des interviews, des reportages et quelques fois des pages sportives. Pour ce qui concerne les émissions en langues nationales, elles se heurtent à trois obstacles majeurs, qu'on peut résumer ainsi : la désaffection manifeste des journalistes, l'insuffisance et l'irrégularité des éditions, enfin l'inexistence de l'actualité étrangère.

IV - L'ECOUTE TRANSFRONTALIERE

Le tracé des frontières héritées de la colonisation est une des plus grandes sources d'instabilité politique Afrique. Le Sénégal n'y a pas échappé ; il a dans un passé récent des affrontements inter - ethniques à la frontière nord et un contentieux territorial au Sud avec la Guinée Bissau. La situation est cependant plus dramatique au Nord où le fleuve Sénégal, qui a été considéré par la puissance coloniale comme frontière naturelle, n'a abouti qu'au partage d'une population qui parle la même langue et développe les mêmes valeurs de civilisation. Administrées par deux Etats différents, les populations ne comprennent pas toujours certaines restrictions aux rapports traditionnels ancestraux qu'on leur impose.

Pourtant, les informations en langues nationales et les émissions culturelles contribuent souvent à ressouder les communautés. Ce sentiment peut être vérifié à travers les programmes radiophoniques de la station de kaolack et de Gambie, un petit pays anglophone (géographiquement s'entend), qui s'étend sur 10.347 km² pour une population de 640.000 habitants en 1995, et qui se trouve complètement encastré dans le sénégal.

Sa population se compose en majorité de mandingues et de wolofs, dont les langues sont aussi considérées comme langues nationales au Sénégal. Dans l'optique de la Confédération Sénégalienne gelée en septembre 1989 et pour rapprocher davantage les deux peuples, *Radio Kaolack* diffuse en synchronisation avec la chaîne nationale une édition d'information en Anglais. Une exclusivité par rapport aux autres stations régionales.

Au niveau des programmes, des coproductions sont souvent réalisées et diffusées en même temps dans les deux pays. En ce qui concerne l'information proprement dite, *Radio kaolack* a introduit dans sa grille des programmes des tranches horaires destinées aux nouvelles en mandingue.

La réaction des populations ne s'est pas fait attendre. Les gambiens envoient régulièrement des avis ou des communiqués à diffuser dans les antennes de *Radio Kaolack*, pour informer à la fois leurs amis et parents sénégalais ainsi que leurs compatriotes gambiens. L'intérêt des populations gambiennes envers les programmes sénégalais est aussi perceptible à travers des

REVUE ELECTRONIQUE INTERNATIONALE DE SCIENCES DU LANGAGE

SUDLANGUES

N° 9 - 2008

<http://www.sudlangues.sn/> ISSN :08517215 BP: 5005 Dakar-Fann (Sénégal)

sudlang@refer.sn

Tel : 00 221 548 87 99

émissions musicales comme le disque des auditeurs qui reçoit beaucoup de dédicaces en provenance de la Gambie. On relève la même volonté de rapprochement en direction des populations à cheval sur les deux rives du Sénégal.

C'est encore une fois à travers l'information en langues nationales qu'on perçoit le plus facilement les efforts déployés. Des nouvelles en maure, une des principales langues parlées en Mauritanie, langue également parlée au Sénégal par une minorité, figurent dans la grille des programmes de la station de Saint-Louis. A cela, s'ajoutent deux langues nationales : le Pulaar et le Soninké qui intéressent les populations mauritaniennes.

Diverses autres émissions culturelles et musicales comportent ce souci de rapprocher les deux peuples. Toutes ces considérations confortent la nécessité de revaloriser l'information en langues nationales, en modernisant son traitement et surtout diversifier son contenu.⁴

V - LES LANGUES NATIONALES FACE A LA LIBERALISATION

En retard par rapport à ses voisins sur le plan de la libéralisation de l'audiovisuel, le Sénégal avait pris de l'avance en matière de pluralisme de la presse écrite puisque c'est dès 1981, à son installation au pouvoir, que le président Abdou Diouf a décidé de changer la loi sur la presse pour permettre à la presse privée de se développer. Ces journaux privés faisaient office de contre-pouvoir mais leur portée était largement limitée. En effet, la diffusion de la presse écrite est restée très marginale surtout pour des raisons économiques.

Malgré la modicité du prix des journaux (il excède rarement 200 F CFA pour les quotidiens), la population, démunie dans sa grande majorité, ne peut s'acheter quotidiennement un journal. Il s'y ajoute que le taux d'analphabétisme, du reste assez élevé au Sénégal, ne pouvait permettre à la presse écrite de se développer, malgré la diversité de ses titres, parce que son lectorat est limité et reste généralement cantonné dans les centres urbains. Dans un pays comme le Sénégal, où l'oralité est une tradition bien ancrée, la presse écrite ne peut que rencontrer des difficultés de progression contrairement à la radio qui apparaît comme « le meilleur moyen en terme de coût pour faire passer une information compte tenu du fait que plus de 90% de la population possède un récepteur ».⁵

D'ailleurs beaucoup de gens estiment que c'est sans doute la raison pour laquelle le pouvoir de l'époque a laissé naître les journaux privés. Il était, en effet, bien conscient que très peu de citoyens auraient accès à ces journaux, la grande majorité des sénégalais ne sachant ni lire, ni écrire le français et n'ayant pas les moyens financiers pour se les procurer régulièrement. L'influence des journaux ou leur capacité de nuisance étant par conséquent forcément limitée voire marginale, les pouvoirs publics ont laissé faire. Il en est tout autrement de la radio qui est un véritable outil d'information et d'éducation des masses.

On sait que la radio est de loin le moyen le plus efficace pour diffuser l'information dans les pays en développement. En effet, selon Paul De Maeseneer « dans la plupart des pays en développement, la radio constitue, et pour longtemps encore, le principal moyen de

⁴ Cissé, Badara, op cit pp. 68 à 72

⁵ Bailly, Serge ; Beaufort, Didier (2000) *Média Résistance, un écho pour les voix discordantes*, Paris, karthala, p 121

communication de masse. Pour bien des gens, c'est la seule source d'information »⁶
Comparée à la télévision et à la presse écrite, la radio demeure encore le médium roi en Afrique.

En créant *Sud FM*, les promoteurs de la pionnière des radios privées ont voulu se démarquer des vieilles habitudes de la R T S. Leur objectif était de créer une radio privée commerciale, libérée de certaines contraintes et remplissant une mission de service public. En quelque sorte une radio agréable à écouter avec beaucoup d'informations entre autres missions. Pour ce qui est de l'information, *Sud FM*

a accordé beaucoup d'importance aux langues nationales, particulièrement au wolof. Le bloc de 13h et celui de 17 h ont expérimenté une forme de traitement journalistique dans cette langue parlée ou comprise par plus de 70% des sénégalais. C'est ainsi que tous les genres rédactionnels (reportages, revues de presse, interviews, dossiers) sont traités par des journalistes professionnels ou expérimentés. Une dizaine de journalistes et animateurs ont fait leur baptême du feu dans cette station. Les auditeurs n'ont pas ressenti qu'ils sont nouveaux dans la mesure où, en journalistes professionnels et engagés, ils ont contribué de façon très concrète et très efficace à la prise de conscience citoyenne, au renforcement et au mûrissement de la démocratie et des comportements démocratiques. Ils ont joué un rôle de premier plan dans le développement politique, social et économique du Sénégal.

Sud FM compte aujourd'hui six stations (Ziguinchor, Saint-Louis, Kaolack, Thiès, Fatick) en plus de celle de Banjul (Gambie) et de Sud-banlieue à Pikine. L'arrivée en masse des radios privées et la concurrence qui s'en est suivi ont fait que ces stations ont favorisé les journaux en langues nationales pour accroître leur audimat. Ce qui a donc nécessité une remise en cause linguistique des journalistes qui sont dans l'obligation d'être polyvalents et bilingues. Une décentralisation du personnel compétent aussi s'impose, afin que les langues nationales deviennent les supports naturels de l'information locale. Pour cela, leur prise en main par des journalistes formés est plus que nécessaire.

Pour comprendre les langues nationales, se faire comprendre et communiquer, l'homme de radio doit se remettre en cause et apprendre ces langues. Ainsi, la formation des journalistes à l'école doit comporter un module des langues nationales. La remise en cause linguistique est une obligation pour tous les journalistes d'autant qu'ils informent un public qui ne s'exprime pas en français dans sa majorité. Cette obligation a commencé à peser sur les radios avec la concurrence.

La *RTS* faisait les journaux en langue française jusqu'à une époque récente, par nécessité : C'est un média d'Etat ; avec la concurrence, les responsables de la *RTS* se sont rendu compte qu'on ne peut pas faire de l'information en ignorant 70% des sénégalais. C'est alors que les langues nationales ont commencé à occuper une bonne place dans la grille des programmes en étant traitées par des professionnels. La percée de *Sud FM* et celle de *Walf FM* doit beaucoup au respect et au traitement professionnel que ces deux stations ont accordé aux langues nationales. Les jeunes journalistes selon le Rédacteur en chef de la radio *Sud FM* « ont fait preuve de courage en cassant le complexe d'infériorité, car pendant longtemps, seuls ceux qui faisaient le français étaient considérés comme journalistes ».⁷

⁶ De Maeseneer, Paul (1992) *A vous l'antenne, précis de journalisme radio*, Manilles, Nouveaux Horizons, 233 pages, p 11

⁷ Diouf, Oumar, Rédacteur en chef de *Sud FM*

Pour ce rédacteur en chef, ces jeunes journalistes ont réhabilité toute une culture et ont contribué à démocratiser l'information, à la décloisonner pour la rendre accessible à la majorité des Sénégalais.⁸

Aujourd'hui, les langues nationales sont incontournables. Jean Meïssa Diop du journal *Wal Fadjri* pense que « si on veut aller vers une gouvernance démocratique, le Wolof seul ne doit pas être utilisée ; il faut imposer à toutes les radios de diffuser dans toutes les langues nationales à l'image de la *RTS* ». ⁹

Selon lui, « Cela peut se révéler difficile mais pas impossible dans la mesure où il suffit d'ajouter ces clauses dans les cahiers des charges des radios privées commerciales, sinon on risque de voir émerger des radios ethniques »

Par ailleurs l'alphabétisation des fonctionnaires en langues nationales est une nécessité pour une véritable efficacité de l'administration. Pour Ahmed Bachir kounta, journaliste qui a beaucoup lutté pour la promotion des langues nationales à la *Radio Télévision Sénégalaise* « Cette volonté doit se poursuivre, car avec la décentralisation et la réforme de l'administration territoriale, les langues nationales sont un atout majeur dans le sens des objectifs de responsabilisation des populations locales pour la gestion en toute connaissance de cause de leurs propres affaires. » ¹⁰

Pour en arriver là, les autorités doivent tenir compte de la place du Wolof par rapport aux autres langues. Le territoire sénégalais est couvert par au moins une vingtaine de langues africaines qui servent à la fois de communication quotidienne des communautés linguistiques nationales. De ces langues de communication intra - ethnique a émergé le wolof qui est ainsi reconnu comme langue nationale et langue d'alphabétisation à côté de cinq autres qui sont le Pulaar, le sérère, le joola, le mandinka et le soninké qui n'ont pas le même dynamisme sur l'étendue du territoire national.

Certains sont d'un usage majoritaire soit dans une localité, soit dans une région. Seule la langue wolof couvre au moins 80% du territoire national comme première ou deuxième langue de communication.

Désormais, le combat pour la revalorisation des langues nationales passe par les médias. Nombre de groupes ethniques s'offusquent de ne pas entendre assez parler leur langue à la radio. Mais pour des stations qui cherchent à atteindre la grande masse, la langue nationale la plus parlée reste le véhicule le plus usité. Mais de plus en plus, avec la décentralisation par la création de radios communautaires ou même avec les antennes que créent de grandes stations FM dans certaines localités, toutes les langues commencent à avoir droit de cité. Au Sénégal, la démarche de Sud-FM qui compte plusieurs stations régionales est de travailler avec le Wolof et la principale langue de la zone de couverture des radios décentralisées.

Si la *Radio Télévision Sénégalaise (RTS)*, seule sur les ondes à l'époque) a été pionnière dans l'utilisation des langues nationales à la radio, celles-ci ont eu leurs lettres de noblesse avec

⁸ Mangane, Samba (2001) *Place des langues nationales à la radio de 1960 à 2001*, mémoire de maîtrise en sciences de l'information et de la communication, Centre d'Etudes des Sciences et Techniques de l'Information (CESTI),

⁹ Diop, Jean Meïssa, Rédacteur en chef de *Walf quotidien*

¹⁰ Kunta, Ahmed Bachir, journaliste à la *RTS*, Présentateur du journal Télévisé en Wolof

l'émergence des radios privées. Chef du desk wolof de *Walfadjri FM* et ancien journaliste à la *RTS*, Abdoulaye Lam souligne : « il n'existait pas à proprement parler de journaux parlés en langues nationales. Nous nous contentions de résumer les journaux diffusés en français. Il n'y avait pas d'éléments sonores ». ¹¹ En confectionnant maintenant des journaux parlés avec des éléments sonores, où tous les genres rédactionnels et tous les formats d'émission sont revisités, on fait vivre quotidiennement les langues nationales. De nouveaux mots émergent, des expressions et formulations imagées sont utilisées pour traduire des concepts modernes. Toujours est-il qu'en quelques années, les radios ont élevé les langues nationales à des niveaux que des décennies de lutte politique pour leur revalorisation n'ont permis d'atteindre ».

Les journalistes font des efforts constants pour éviter d'introduire des mots français quand ils s'expriment en langues nationales sur les radios. Les stations privées ont apporté beaucoup de tonus à la langue wolof par exemple. Un mot comme « tasskatou xibaar » qui signifie littéralement « diffuseur de nouvelles » renvoie au concept de journaliste, tandis que « daw laxu » qui signifie littéralement « courir pour se cacher » renvoie au mot « réfugié ». On peut donc remarquer un véritable effort de recherche. En somme, ce que l'utilisation des langues nationales a permis de faire avancer dans le domaine du développement est sans commune mesure avec l'usage du français. ¹²

Tout le monde est unanime à reconnaître aujourd'hui que le développement ne saurait se réaliser sans une prise de conscience vigoureuse de ceux qu'il concerne et sans leur participation en vue d'un développement endogène, c'est-à-dire conçu de l'intérieur. Or, quel moteur plus puissant que les mass médias pour parvenir à cette prise de conscience vigoureuse ? Les populations rurales, par exemple, constituent un vaste public dont il faut obtenir l'adhésion, susciter la conviction, un public qu'il faut écouter et informer,.

L'enjeu que constituent les langues nationales est, en tout cas, bien compris par les hommes politiques sénégalais qui les utilisent à bon escient pour séduire les populations surtout en période de campagne électorale. Monsieur Babacar Sine soulignait que « l'usage d'une langue africaine à la radio ou à la télévision a une portée beaucoup plus révolutionnaire que l'usage du français. Car l'audiovisuel est connoté par l'africain comme l'outil de l'étranger : il y a un rapport extérieur entre cet outil et lui. Mais l'usage d'une langue africaine est une réconciliation, le fait que le Mossi ou le Peul ou encore le Wolof écoute sa propre langue à la télévision ou à la radio crée un rapport de transparence ». ¹³ Cette communication lui apporte confiance non seulement dans l'outil qui cesse d'être distant, mais dans sa propre langue. ¹⁴

Toujours au chapitre de la libéralisation, on ne peut pas parler des langues nationales en occultant le travail extraordinaire mené par les radios communautaires. Ces dernières se situent entre la radio d'Etat et les radios privées commerciales. Si pour les radios privées comme *Sud FM* et *Walf FM*, il existe une législation qui définit les conditions de leur fonctionnement, il n'en est rien des radios communautaires qui ont juste besoin de l'attribution d'une fréquence pour émettre. Encore que certaines d'entre elles, le plus souvent

¹¹ Lam, Abdoulaye, Ancien journaliste de la *RTS*, chef du desk wolof de *Walfadjri FM*

¹² *Médiations*, nouvelles séries n°27 Juillet- Septembre 2001 p 8 à 11

¹³ Sine, Babacar, ancien Directeur du Centre d'Études des Sciences et Techniques de Dakar (Cesti)

¹⁴ *Annales de la Faculté des Lettres et Sciences humaines : Mélanges offerts au professeur Boubacar Ly* édité par les Presses Universitaires de Dakar, p195, Dakar 2006

celles qui sont installées dans les zones rurales, ne sont pas toujours passées par la voie normale pour obtenir des fréquences.

Ces radios communautaires, normalement, ne doivent pas faire de la publicité et le régime fiscal ne leur est pas appliqué. Toutefois, elles connaissent des difficultés dues à leur précarité financière, à leur retard technologique. Au Sénégal, ces radios ne souffrent d'aucun harcèlement de l'administration. En revanche, elles n'ont pas droit au fonds d'aide alloué chaque année par l'Etat aux organes de presse. Ce que déplorent les responsables de « Radio Oxy » jeunes qui estiment que l'Etat doit leur apporter une aide étant donné qu'il ne les autorise pas à faire de la publicité. Tout au plus, il leur est permis de diffuser des avis et communiqués. Ce qui leur permet de collecter un peu d'argent pour fonctionner. Dans bien des localités du Sénégal, où les radios émettant de Dakar ne sont pas captées, ce sont les radios communautaires qui suppléent en quelque sorte cette carence. Comme à Koumpentoum dans la région de Tambacounda où « lasses d'avoir essayé de capter en vain le signal des différentes chaînes, les populations de cette localité ont trouvé leur salut dans leur propre radio qui leur permet de parler entre elles des problèmes de développement sans attendre l'extension de rayon de couverture d'une quelconque radio nationale ou privée »¹⁵ Il est vrai que les radios communautaires ont un rayon d'émission assez limité.

C'est sans doute la raison pour laquelle, elles mettent l'accent sur le traitement des questions au niveau local. Dans les radios communautaires, on aborde les questions ayant trait au vol du bétail, au développement à la base, aux activités des jeunes et des femmes, à l'élevage, à l'agriculture etc... Certaines d'entre elles, pour être plus proches des populations au niveau de leur zone d'implantation, ne diffusent pas de programmes en français mais plutôt dans les langues locales. Ainsi, dans certaines localités du pays, la seule source d'information pour les populations leur provient de la radio communautaire de la localité.¹⁶

Alors, quand celle-ci n'existe pas, certaines zones du pays restent entièrement isolées en matière de couverture médiatique. Pour cette raison, l'Etat aurait dû encourager voire susciter la création de radios communautaires surtout dans les zones les plus reculées du pays. Dans cette perspective, les radios communautaires « constituent une alternative aux grandes radios commerciales. Elles s'en distinguent notamment par leur politique culturelle. Par exemple, quand *Sud FM* et *Walf FM* émettent principalement en wolof et en français, *Ndef Leng FM* propose des émissions en dix sept langues nationales ».¹⁷

VI - CONCLUSION

En rupture avec le schéma Mac luhanien qui met l'accent sur le canal, dans le contexte africain, c'est le message qui compte le plus, c'est la langue utilisée par les média qui

¹⁵ Diouf, Daouda, « Koumpentoum, la radio des oubliés des ondes ». In *Wal Fadjri*, n°3043, du mardi 7 mai 2002, p 9.

¹⁶ Lambal, Raphaël (2002-2003). *Pluralisme radiophonique et liberté d'expression au Sénégal de 1994 à 2003 : le cas de SUD FM et de Wal Fadjri FM*. Mémoire de maîtrise. Dakar : Centre d'Etude des Sciences et Techniques de l'Information (CESTI), p 75.

¹⁷ Dumas Hélène « *les radios communautaires au Sénégal, micro ouvert sur le quotidien des populations*. In *Le Soleil* n 9453°, du samedi 1^{er} décembre 2001, p 9.

détermine leur nature, qui fait d'eux soit des class média, soit des mass média ou tour à tour class et mass média. Lorsque par exemple, à la radio, le français est utilisé, ce medium devient un class média et lorsque c'est une langue nationale assez répandue à l'instar du Wolof, il devient un mass média.

C'est un devoir impérieux pour les Etats africains de promouvoir la communication rurale. Cette forme de communication mérite spécialement d'être valorisée dans la mesure où elle permet d'offrir aux couches les plus larges de la population une information à laquelle chacun a droit et favorise ainsi une participation accrue des masses au développement socioéconomique et à la vie culturelle.

Cependant, force est de constater que durant les premières décennies de notre indépendance, la radio rurale était confrontée à de sérieuses difficultés : manque de personnel suffisamment qualifié, manque d'équipements. Malgré ces difficultés, la communication rurale est la seule voie pour atteindre la communication de masse, tant il est vrai que les sociétés africaines, pour longtemps encore, resteront dominées par la ruralité et par l'oralité.

L'enracinement de la radio dans la société n'implique pas un retour pur et simple à toutes les valeurs socioculturelles nationales. Certaines radios sont, en effet, négatives, défavorables au progrès, voire même constituent des obstacles. Personne ne songe d'ailleurs à réactualiser, (pour paraphraser le Professeur Cheikh Anta Diop, dans ses nombreux ouvrages qui réhabilitent l'histoire africaine) des traditions rétrogrades.

En résumé, on peut dire que la démocratisation dans la prise de parole à travers les radios a été surtout favorisée par l'option faite par les promoteurs de privilégier l'usage des langues nationales dans les médias audiovisuels.

Au Bénin, cette politique de décentralisation à la base s'est révélée payante dans un contexte où la population est analphabète en français à 70%. Les populations sont toujours fières d'entendre leurs langues à la radio. Et cela les incite à contribuer à la production d'émissions. Le succès des médias de proximité s'explique par le fait qu'ils ne se contentent pas de donner des informations sur le développement agricole ou économique, comme ce fut, pendant longtemps, le cas de la radio rurale nationale (cas de l'émission « dissoo » au Sénégal), ils traitent aussi des problèmes de société et réalisent des émissions de distraction.

Mieux, contrairement à la radio et à la télévision nationales de la période du monolithisme politique, les radios de la nouvelle génération ne servent pas de courroie de transmission à la propagande gouvernementale.

Elles ont créé des émissions de débat contradictoire ou de dénonciation des travers de la société, ainsi que de la classe politique. Cette situation, nous l'avons vécu au lendemain du pluralisme de la presse au Sénégal avec l'émergence des journaux indépendants. Aujourd'hui, on ne compte plus les émissions interactives dans les localités où le téléphone existe, renforçant la prise de parole populaire.

Les médias sont devenus le creuset de l'expression pluraliste des sensibilités politiques, sociales, économiques, philosophiques et religieuses. Grâce au travail de sensibilisation de ces radios, les taux de scolarisation dans nos villages évoluent et certaines maladies ne sont plus considérées comme fatales, vu que les populations, mieux informées, se font vacciner à temps. Jusqu'à une période ¹⁸ récente, les sages-femmes affectées à l'intérieur du pays étaient

désœuvrées parce que les femmes n'aimaient pas aller à la maternité. Aujourd'hui, ces sages-femmes se trouvent débordées. Dans certaines zones, les stations locales ont fait du reboisement une préoccupation populaire, alors que dans d'autres, les avortements clandestins qui étaient un fléau social ont vu leur fréquence diminuer.

L'impact des radios de proximité sur les problèmes de développement local est devenu si important que certaines organisations internationales et autres institutions locales louent les temps d'antenne pour l'éducation des populations.¹⁹

Au total, si la démonopolisation des zones en Afrique a d'abord été un phénomène essentiellement urbain dans la première moitié des années 90, la multiplication des radios de proximité, surtout en milieu rural, a depuis lors changé le paysage médiatique africain. Radios associatives ou radios communautaires, leur immersion dans le milieu qui constitue leur public -cible spécifique a apporté une dimension supplémentaire à la démocratisation de l'information.

Les populations sont informées dans leurs propres langues et les radios leur offrent l'opportunité de s'exprimer par elles mêmes. Les programmes traduisent les préoccupations locales, le plus souvent tournées vers les priorités nécessaires au développement humain. Que ce soit des questions de santé, de protection de l'environnement, de gestion de la collectivité locale, les radios communautaires ont permis une implication plus dynamique, plus positive des populations, engagées désormais dans une participation citoyenne active.

Dans le processus de décentralisation qui s'est renforcé au cours de ces cinq dernières années, on a vu de grandes stations installées dans les capitales se déployer en réseaux, avec l'ouverture d'antennes locales. Mais le phénomène d'appropriation communautaire de la radio est plus dynamique encore. Sur les 426 stations éparpillées en Afrique, 257 émettent hors des capitales. Pas toujours en milieu rural, mais avec un processus de ruralisation de plus en plus prononcé. Aujourd'hui, les administrés parlent aux élus, le technicien de santé peut faire de la sensibilisation à l'antenne, les compétences locales s'affirment dans la parole libérée et on assiste à une renaissance culturelle autour des langues nationales qui deviennent les vecteurs privilégiés d'expression.

En accédant à la prise de parole à travers les stations associatives ou communautaires, les populations à la base brisent leur sentiment d'être isolées. Le dialogue devient possible avec les autorités centrales ou locales, rompant ainsi le discours unidirectionnel qu'elles ont toujours entendu, voire subi.

La radio se trouve ainsi au cœur de l'oralité et joue un rôle insoupçonné au sein des communautés rurales grâce à l'utilisation et à la valorisation des langues nationales.

¹⁹ *Médiations* n° 28, p 7 à 9, année 2001.

BIBLIOGRAPHIE

- Annales de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines (2006). *Mélanges offerts au professeur Boubacar Ly*. Dakar : Presses Universitaires de Dakar.
- Bailly, Serge ; Beaufort, Didier (2000). *Média Résistance, un écho pour les voix démocrates*. Paris : Karthala.
- Cissé, Badara (1990). *L'information locale dans les médias au Sénégal*. Thèse de doctorat nouveau régime, Bordeaux, 286 pages
- DE Maeseneer, Paul (1992). *A vous l'Antenne, Précis de journalisme radio*. Manilles : Nouveaux horizons, 233 pages
- Diouf, Daouda. « koumpentoum , la radio des oubliés des ondes ». In *Wal fadjri*, n° 3043 du mardi 7 mai 2002
- Dumas, Hellène. « Les radios communautaires au Sénégal, micro ouvert sur le quotidien des populations ». In *Le Soleil* n° 9453, du Samedi 1^{er} décembre 2001
- Faye, M. *L'information en langues nationales à l'ORTS*. Mémoire DUT, année spéciale 1984-85, Université de Bordeaux III.
- Lambal, Raphaël (2002- 2003). *Pluralisme et liberté d'expression au Sénégal de 1994 à 2003 : le cas de Sud FM et Walf FM*. Mémoire de maîtrise. Dakar : Centre d'Etude des Sciences et Techniques de l'Information (CESTI), 115 pages.
- Mangane, Samba (2001). *Place des langues nationales à la radio de 1960 à 2001*, Mémoire de maîtrise. Dakar : Centre d'Etude des Sciences et Techniques de l'Information (CESTI)
- Médiations, Nouvelles Séries, n° 27, Juillet -Septembre 2001
- Médiations, Nouvelles Séries, n° 28, Octobre-Décembre 2001
- Presse Francophone d'Afrique : *Vers le pluralisme*, Actes du Colloque Panos/Ujao, Unesco, Paris, les 24 et 25 janvier 1991. Paris : édition l'Harmattan
- Samb, Moustapha (1995). *Etude de la Radio au Sénégal et des Nouvelles Stratégies des Stations Internationales*. Thèse de doctorat unique en Sciences de l'Information et de la Communication, Bordeaux, 400 pages
- Soleil n° 9453, du samedi 1^{er} décembre 2001
- Tudesq, André-Jean (1983). *la Radio en Afrique Noire*. Paris : Pédone, 312 pages